



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

**Bureau de l'utilité publique et de
l'environnement**

Arrêté du 17 JUIN 2025 portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation environnementale accordée à la verrerie NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE suite à son extension située au 4, Chemin de la Verrerie à AUMALE.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2022 autorisant l'exploitation de la verrerie NIPRO PHARMA PACKAGING FRANCE suite à son extension située au 4, Chemin de la Verrerie à AUMALE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la demande du 20 mai 2025 de la société NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE sollicitant une prorogation du délai de validité de l'autorisation environnementale susmentionnée ;
- Vu le rapport et l'avis favorable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 17 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT :

que l'exploitant NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE a été autorisé par arrêté préfectoral du 30 juin 2022 susvisé, notifié le 4 juillet 2022, à exploiter une verrerie sur la commune d'AUMALE consistant à exploiter deux nouveaux fours de fusion du verre en plus des cinq fours verriers déjà en exploitation ;

que l'exploitant a indiqué que le calendrier prévisionnel de lancement du four B est prévu au second semestre 2026 et demande en conséquence la prorogation de la durée de validité de son autorisation environnementale ;

que la durée de validité de l'autorisation arrivant à terme le 4 juillet 2025 ;

que le projet ne fait l'objet d'aucun changement substantiel des circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation environnementale du 30 juin 2022 (absence de recours contentieux à l'encontre du projet) ;

que la demande de prorogation du délai de validité de la décision d'autorisation accordée à la société NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE est recevable ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La durée de validité de l'autorisation environnementale accordée à la société NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE relative à l'extension de sa verrerie située au 4, Chemin de la Verrerie à AUMALE, est prorogée jusqu'au **30 juin 2027**.

Article 2

Le présent arrêté est notifié au demandeur.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de la commune d'AUMALE pendant une durée minimum d'un mois et publié par tous moyens en usage dans sa commune.

Cette formalité est justifiée par un certificat d'affichage en mairie, retourné à la préfecture de la Seine-Maritime.

Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime www.seine-maritime.gouv.fr (rubrique « Actions de l'État - Environnement et prévention des risques - Commission départementale de la nature, des paysages et des sites - Arrêtés parcs éoliens »).

Article 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application télerecours citoyens (accessible par le site www.telerecours.fr).

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire d'AUMALE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur de l'Agence régionale de santé, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental des territoires et de la mer et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE.

Fait à Rouen, le **17 JUIN 2025**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

(S) 1999 01/01/99